

Saint-Denis, le 22 février 2016

Lettre ouverte à Patrick Braouezec
Président du Conseil de Territoire de Plaine Commune

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Plaine Commune,

Nous nous réjouissons de construire avec vous de nouvelles relations entre les élus et la société civile, non plus avec une information réciproque mais une co-construction des projets impactant la vie de la population. C'est d'ailleurs ce que vous dites volontiers dans vos déclarations en mettant en avant les démarches de démocratie participative, sauf que dans les faits la société civile ne s'y retrouve pas.

Selon vos déclarations, la société civile est un interlocuteur incontournable. Mais nous ne sommes plus au temps de l'enregistrement des intentions. La co-élaboration ne peut-être une coquille vide, nous tenons à la faire vivre sur notre territoire. Les citoyens, les habitants, les usagers ont une expertise d'usage qui doit être reconnue et les élus doivent en tenir compte. Nous ne sommes pas des sujets au nom de qui l'on pense ; aujourd'hui nous sommes des citoyens responsables, parlant et agissant. La société civile se prend en charge et compte bien continuer à tracer ce sillon d'une nouvelle démocratie forte des contributions des citoyens.

En prenant connaissance du dernier numéro du magazine de Plaine Commune En Commun traitant des projets liés aux JOP 2024, quelles n'ont pas été notre stupéfaction et bien davantage notre colère, devant l'absence totale de référence au projet d'enfouissement de l'autoroute A1 sur le Territoire et à la suppression des bretelles de liaison à la Porte de Paris.

Dans un numéro qui titre « Au stade du rêve », dont les pages centrales commencent par « Rêvons un peu », il n'est pas acceptable que l'enfouissement de l'A1 ne fasse pas partie des projets portés par Plaine Commune, il n'est pas acceptable que nos élus ne décident pas de relayer activement notre demande légitime, utile et réaliste.

Sur la carte du territoire olympique, on voit juste un franchissement piéton sur l'A1 ; celui qui avait été promis au maire de La Courneuve en échange de son accord sur le parc ? Ce n'est pas cela recoudre la ville et ce serait intéressant de recueillir l'avis des Courneuviens sur les deux hypothèses.

Depuis une dizaine d'années maintenant, nous travaillons à faire prendre en compte la nécessité de réparer notre territoire balafré depuis les années 60.

Vous nous disiez que ce n'était pas assez avancé, en particulier avec l'État, pour être intégré dans le Contrat de Développement Territorial signé en janvier 2014. Vous nous

dites qu'il faut cheminer à un rythme raisonnable avec des institutions qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble et ne pas les brusquer. Vous avez créé pour cela une délégation à l'insertion urbaine des autoroutes, nous avez proposé la création d'un comité consultatif intercommunal sur l'insertion urbaine des autoroutes. Tout cela ne serait-il que des paroles, alors que vous négocieriez sur d'autres bases ? Auriez-vous un double discours tendant à éliminer nos propositions par un procédé dilatoire ?

Ne pensez-vous pas que, dans l'héritage des JOP auquel vous comme nous sommes très attachés, l'enfouissement de l'A1 devrait permettre d'effacer enfin l'autre héritage, tellement maltraitant pour les populations qui le subissent tous les jours ? D'autres projets tout aussi importants en Île de France ont été réalisés ou sont sérieusement pris en compte dans un avenir proche (enfouissement RN14 ou A86, couverture et verdissement du périphérique - 1000 arbres /les ternes).

Des luttes menées ensemble et gagnées nous éclairent, nous pensons tout particulièrement à la lutte pour la couverture de l'A1 à la Plaine, qui a nécessité la mobilisation conjointe des habitants, salariés, entreprises et élus.

Il faut que les élus soutiennent vraiment, avec beaucoup de constance et de détermination, les demandes citoyennes qu'ils disent reconnaître comme pertinentes. Nous avons, plus que jamais, besoin d'une coopération forte entre les élus et la population, afin que le désir de tout un chacun, de reprendre en mains ses affaires, émerge à nouveau, et qu'il y ait mise en mouvement, sur la base de la confiance dans les élus et dans l'action collective.

C'est aussi la question de l'espoir qui est posée, celui dans lequel l'utopie et le possible sont intimement liés.

Victor Hugo disait : « Les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain ». C'est à cela que nous travaillons. Et pour nous, demain commence aujourd'hui.

Nous sommes disponibles pour vous rencontrer.

Recevez, Monsieur le Président, nos salutations citoyennes et respectueuses.

Pour le Collectif Lamaze,
Claudie GILLOT-DUMOUTIER
claudie.gillot.dumoutier@noos.fr
06 34 47 18 15

Pour le Comité Porte de Paris
Christian CARDON, président
cardonch@aol.com
06 72 22 32 17

Pour l'Union des Associations des Riverains du Stade de France
Victoria CHABRAN, présidente
chabran.edwige@neuf.fr
06 79 54 07 57